



Procès-verbal
Le mardi 16 octobre 2001 - n° 43

10 heures

Président : M. Jean-Pierre Charbonneau

*L'édition papier du Procès-verbal a préséance sur la présentation électronique de celui-ci.
Le contenu de la table des matières n'est ni exhaustif ni limitatif.*

TABLE DES MATIÈRES

La séance est ouverte à 10 heures.

AFFAIRES DU JOUR

À la demande de Mme Carrier-Perreault, leader adjointe du gouvernement, et du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 20 du Règlement, à 10 h 03, M. Brouillet, vice-président, suspend les travaux jusqu'à 14 heures.

La séance reprend à 14 h 08.

Moment de recueillement

M. le Président dépose :

Copie d'une lettre, en date du 27 juin 2001, qu'il a reçue de madame Céline Signori, l'informant de sa démission à titre de députée de Blainville ;
(Dépôt n° 481-20011016)

Copie d'une lettre, en date du 16 septembre 2001, qu'il a reçue de monsieur Gabriel-Yvan Gagnon, l'informant de sa démission à titre de député de Saguenay ;
(Dépôt n° 482-20011016)

Copie d'une lettre, en date du 25 septembre 2001, qu'il a reçue de monsieur Jean-Sébastien Lamoureux, l'informant de sa démission à titre de député d'Anjou.
(Dépôt n° 483-20011016)

16 octobre 2001

Puis, il communique et dépose :

Copie d'une lettre, en date du 9 octobre 2001, que le Secrétaire général de l'Assemblée nationale a reçue du Directeur général des élections du Québec relativement aux élections partielles tenues, le 1^{er} octobre 2001, dans les circonscriptions électorales de Blainville, de Jonquière et de Laviolette, accompagnée d'un avis proclamant monsieur Richard Legendre candidat élu dans la circonscription électorale de Blainville, madame Françoise Gauthier candidate élue dans la circonscription électorale de Jonquière et madame Julie Boulet candidate élue dans la circonscription électorale de Laviolette ;

(Dépôt n° 484-20011016)

Copie d'une lettre, en date du 16 octobre 2001, que le Secrétaire général de l'Assemblée nationale a reçue du Directeur général des élections du Québec à la suite du dépouillement judiciaire survenu dans la circonscription électorale de Labelle, après la tenue de l'élection partielle du 1^{er} octobre 2001, accompagnée d'un avis proclamant monsieur Sylvain Pagé candidat élu dans la circonscription électorale de Labelle.

(Dépôt n° 485-20011016)

À l'invitation de M. le Président, M. Landry, premier ministre, accueille le nouveau député de Blainville, M. Richard Legendre, et le nouveau député de Labelle, M. Sylvain Pagé.

Puis, M. Charest, chef de l'opposition officielle, accueille la nouvelle députée de Jonquière, Mme Françoise Gauthier, et la nouvelle députée de Laviolette, Mme Julie Boulet.

M. Legendre (Blainville), M. Pagé (Labelle), Mme Gauthier (Jonquière) et Mme Boulet (Laviolette) prennent ensuite la parole. M. Landry, premier ministre, M. Charest, chef de l'opposition officielle, et M. Dumont (Rivière-du-Loup) font quelques remarques.

Enfin, M. le Président souhaite la bienvenue aux nouveaux députés.

16 octobre 2001

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

Mme Marois, vice-première ministre, dépose :

Les programmes de transferts fédéraux aux provinces : document d'information pour la consultation publique ;

(Dépôt n° 486-20011016)

Problématique et enjeux du déséquilibre fiscal : document préparatoire pour la consultation publique ;

(Dépôt n° 487-20011016)

L'occupation effective des champs de taxation au Québec : document d'information pour la consultation publique ;

(Dépôt n° 488-20011016)

Le rapport annuel de Financement-Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001 ;

(Dépôt n° 489-20011016)

Le plan stratégique 2001-2004 du ministère des Finances.

(Dépôt n° 490-20011016)

M. Chevrette, ministre des Transports, dépose :

Un avis de la Commission d'accès à l'information du Québec concernant le projet de règlement sur le Règlement modifiant le Règlement sur la procédure de la Commission des transports du Québec.

(Dépôt n° 491-20011016)

16 octobre 2001

M. Trudel, ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux, dépose :

Le rapport annuel du Conseil médical du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001 ;

(Dépôt n° 492-20011016)

Le rapport annuel de l'Institut national de santé publique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001 ;

(Dépôt n° 493-20011016)

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001, d'examen des plaintes des régies régionales et des établissements du réseau de la santé et des services sociaux suivantes :

— Côte-Nord ;

(Dépôt n° 494-20011016)

— Saguenay—Lac-Saint-Jean ;

(Dépôt n° 495-20011016)

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001, des régies régionales de la santé et des services sociaux suivantes :

— Chaudière-Appalaches ;

(Dépôt n° 496-20011016)

— Côte-Nord ;

(Dépôt n° 497-20011016)

— Des Laurentides ;

(Dépôt n° 498-20011016)

— Estrie ;

(Dépôt n° 499-20011016)

— Laval ;

(Dépôt n° 500-20011016)

— Montérégie ;

(Dépôt n° 501-20011016)

— Québec ;

16 octobre 2001

(Dépôt n° 502-20011016)

— Saguenay—Lac-Saint-Jean.

(Dépôt n° 503-20011016)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement, M. Brassard, leader du gouvernement, propose :

QUE, conformément à l'article 392 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*, les rapports annuels 2000-2001 des Régies régionales de la santé et des services sociaux suivantes :

- Chaudière-Appalaches ;
- Côte-Nord ;
- Des Laurentides ;
- Estrie ;
- Laval ;
- Montérégie ;
- Québec ;
- Saguenay—Lac-Saint-Jean ;

soient déferés à la Commission des affaires sociales pour étude ;

QUE le ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

M. G. Baril, ministre d'État aux Régions, dépose :

Le rapport annuel de la Société du Parc industriel et portuaire de Bécancour, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001 ;

(Dépôt n° 504-20011016)

Le rapport annuel de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches, pour l'exercice terminé le 31 mars 2001 ;

(Dépôt n° 505-20011016)

Le rapport annuel de la Société québécoise d'assainissement des eaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001.

16 octobre 2001

(Dépôt n° 506-20011016)

M. Bégin, ministre de la Justice, dépose :

Le rapport annuel du Conseil interprofessionnel du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001.

(Dépôt n° 507-20011016)

M. Arseneau, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose :

Le rapport annuel de la Régie des assurances agricoles du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001.

(Dépôt n° 508-20011016)

M. Facal, ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, dépose :

Le rapport annuel du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2000.

(Dépôt n° 509-20011016)

M. Brassard, leader du gouvernement, dépose :

La réponse à la question écrite de M. Fournier (Châteauguay) concernant les projets économiques réalisés ou à l'étude dans le cadre du partenariat Québec-Kahnawake et de l'entente de financement économique signée le 24 octobre 2000. Question n° 14, *Feuilleton et préavis* du 23 mai 2001 ;

(Dépôt n° 510-20011016)

La réponse à la question écrite de M. Benoit (Orford) concernant un montant inscrit dans le document « Étude des crédits 2001-2002 » et touchant le Conseil régional de l'Estrie. Question n° 16, *Feuilleton et préavis* du 13 juin 2001 ;

(Dépôt n° 511-20011016)

16 octobre 2001

Les réponses aux questions écrites de M. Marsan (Robert-Baldwin) concernant les sujets suivants :

L'octroi de contrats de publicité autorisés par le Conseil du trésor.
Question n° 18, *Feuilleton et préavis* du 15 juin 2001 ;
(Dépôt n° 512-20011016)

La campagne de recrutement d'effectifs organisée par le Conseil du trésor. Question n° 19, *Feuilleton et préavis* du 15 juin 2001 ;
(Dépôt n° 513-20011016)

La réponse à la question écrite de M. Copeman (Notre-Dame-de-Grâce) concernant l'emploi des sommes dans des programmes d'aide aux familles.
Question n° 20, *Feuilleton et préavis* du 21 juin 2001.
(Dépôt n° 514-20011016)

M. le Président dépose :

Copie d'une lettre, en date du 26 septembre 2001, que lui a expédiée l'honorable Huguette St-Louis, juge en chef de la Cour du Québec, l'informant de la nomination du juge Louis-Charles Fournier à titre de membre du Conseil du référendum ;
(Dépôt n° 515-20011016)

Le rapport annuel du Directeur général des élections, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001, ainsi que le rapport sur les activités reliées à l'application de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* pour la période terminée le 31 décembre 2000 ;
(Dépôt n° 516-20011016)

Le rapport annuel de la Commission de la représentation électorale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001, ainsi que le rapport sur les activités reliées à l'application de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* pour la période terminée le 31 décembre 2000 ;
(Dépôt n° 517-20011016)

Le rapport des vérificateurs qui ont procédé à la vérification de l'état des dépenses et des crédits autorisés au Vérificateur général du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001 ;
(Dépôt n° 518-20011016)

16 octobre 2001

Trois textes de loi adoptés, le 19 septembre 2001, par les membres du Parlement des sages qui s'est tenu à l'Assemblée nationale du 17 au 19 septembre dernier.

(Dépôt n° 519-20011016)

Puis, M. le Président dépose les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 28 juin 2001 :

— Décision 1036 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés ;

(Dépôt n° 520-20011016)

— Décision 1037 concernant le Règlement sur le remboursement d'un voyage à la députée de la circonscription électorale de Prévost.

(Dépôt n° 521-20011016)

Ensuite il dépose :

Le nouveau diagramme de l'Assemblée nationale, en date du 16 octobre 2001.

(Dépôt n° 522-20011016)

Enfin, M. le Président informe l'Assemblée qu'il a reçu, dans les délais prescrits, un avis de la motion à inscrire, au nom du député de Laurier-Dorion, au *Feuilleton et préavis* du 17 octobre 2001, pour débat aux affaires inscrites par les députés de l'opposition ce même jour.

Puis, il dépose :

Copie du texte de ladite motion.

(Dépôt n° 523-20011016)

Dépôts de rapports de commissions

M. le Président, à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui, le 3 octobre 2001, a étudié le Rapport préliminaire de la Commission de la représentation électorale du Québec et tout projet de modification qu'elle propose, conformément à l'article 25 de la *Loi électorale* ;

(Dépôt n° 524-20011016)

16 octobre 2001

Le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui, le 30 août 2001, a étudié, notamment, les impacts parlementaires de la *Loi sur l'administration publique* et des propositions de réforme parlementaire et dont le comité directeur

s'est réuni, le 27 août 2001, pour combler une vacance au sein de la Commission des finances publiques.

(Dépôt n° 525-20011016)

Sur la motion de M. Brouillet, vice-président, ce rapport est adopté.

Mme Dionne-Marsolais (Rosemont), à titre de présidente de la commission, dépose :

Le rapport de la Commission des finances publiques qui, le 28 août 2001, a élu sa présidente ;

(Dépôt n° 526-20011016)

Le rapport de la Commission des finances publiques qui, le 21 août 2001, a tenu des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières sur le projet de loi n° 14, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives relativement à la protection des renseignements confidentiels.

(Dépôt n° 527-20011016)

M. Rioux (Matane), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 21 et 28 août 2001, a tenu des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières sur le projet de loi n° 181, Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives au bâtiment et à l'industrie de la construction.

(Dépôt n° 528-20011016)

Mme Bélanger (Mégantic-Compton), à titre de présidente, dépose :

16 octobre 2001

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 5 septembre 2001, a entendu la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial dans le cadre d'un mandat de surveillance d'organisme ;

(Dépôt n° 529-20011016)

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 6 septembre 2001, a entendu l'Office de la protection du consommateur dans le cadre d'un mandat de surveillance d'organisme.

(Dépôt n° 530-20011016)

M. Lachance (Bellechasse), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission des transports et de l'environnement qui, les 5 et 6 septembre 2001, a tenu des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières sur le projet de loi n° 17, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et le Code de procédure pénale concernant le cinémomètre photographique.

(Dépôt n° 531-20011016)

Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, Mme Normandeau (Bonaventure) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 224 membres du Mouvement des femmes de la Gaspésie, concernant la réponse du gouvernement du Québec aux revendications des femmes.

(Dépôt n° 532-20011016)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

16 octobre 2001

À 16 h 49, M. le Président suspend la séance.

À 17 h 03, la séance reprend.

Du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Brassard, leader du gouvernement, il est ordonné :

QU'il soit dérogé à l'article 20 du Règlement pour que les travaux se poursuivent au-delà de 18 heures, les débats de fin de séance devant être tenus dès l'appel des affaires du jour.

Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, M. Landry, premier ministre, M. Charest, chef de l'opposition officielle, et M. Dumont (Rivière-du-Loup) proposent :

QUE l'Assemblée nationale du Québec exprime ses condoléances aux proches de toutes les victimes, au peuple américain et à ses dirigeants à la suite des événements tragiques du 11 septembre 2001 ;

QU'elle condamne énergiquement les actes infâmes de terrorisme commis ce jour-là, ses responsables et ceux qui les soutiennent, de même que toute forme de terrorisme ;

QU'elle se prononce pour l'adoption de mesures d'ordres diplomatique, judiciaire, économique et autres afin d'éliminer le terrorisme, et ce, dans le respect de la Charte de l'Organisation des Nations-Unies et du droit international ;

QU'elle manifeste solidarité et sympathie à l'égard de la population civile afghane ;

QU'elle réproouve tout acte d'intolérance et réaffirme son engagement à faire prévaloir, dans le respect des valeurs chères

16 octobre 2001

aux Québécois, la bonne entente entre les citoyens de toutes origines ethniques et de toutes religions.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. le Président dépose :

Copie de six lettres qu'il a expédiées à des personnalités politiques américaines pour témoigner de sa consternation et exprimer ses condoléances à la suite des événements survenus aux États-Unis, le 11 septembre dernier.

(Dépôt n° 533-20011016)

Le débat se poursuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix ; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Brassard, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Brassard, leader du gouvernement, convoque :

- la Commission de l'éducation, afin de poursuivre ses consultations particulières sur le projet de loi n° 35, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique ;
- la Commission des transports et de l'environnement, afin de poursuivre sa consultation générale sur le document de référence intitulé *Le régime public d'assurance automobile du Québec*.

M. le Président donne l'avis suivant :

- la Commission de l'administration publique se réunira en séance de travail afin de préparer l'audition du secrétaire général du Conseil

16 octobre 2001

exécutif et de la secrétaire du Secrétariat du Conseil du trésor concernant
« L'éthique au sein de l'administration gouvernementale québécoise ».

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée que, le mercredi 17 octobre 2001, aux Affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion de M. Sirros (Laurier-Dorion). Cette motion se lit comme suit :

QUE l'Assemblée nationale du Québec exige du gouvernement du Parti Québécois qu'il agisse immédiatement contre la pauvreté, notamment en indexant annuellement au coût de la vie les prestations de l'aide de dernier recours, en reconnaissant la prestation de base d'un programme de dernier recours comme un barème plancher et en rétablissant la gratuité des médicaments pour tous les prestataires de la sécurité du revenu et les aînés recevant le supplément du revenu.

AFFAIRES DU JOUR

Débats de fin de séance

L'Assemblée tient trois débats de fin de séance :

- le premier, sur une question adressée par M. Fournier (Châteauguay) à M. Trudel, ministre de la Santé et des Services sociaux, concernant le financement du réseau de la santé ;

16 octobre 2001

- le deuxième, sur une question adressée par M. Béchard (Kamouraska-Témiscouata) à M. Brassard, ministre des Ressources naturelles, concernant la centrale thermique d'Hydro-Québec à Melocheville ;

- le troisième, sur une question adressée par M. MacMillan (Papineau) à M. G. Baril, ministre responsable du Loisir et du Sport, concernant la toile du Stade olympique.

À 19 h 31, M. Pinard, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 17 octobre 2001, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE CHARBONNEAU